

Bulletin d'histoire politique

Robert Comeau et Robert Tremblay, dir., Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat, Hull, Vents d'Ouest, 1996, 426 p.

Lucia Ferretti



Volume 6, numéro 1, automne 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063305ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063305ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Ferretti, L. (1997). Compte rendu de [Robert Comeau et Robert Tremblay, dir., Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat, Hull, Vents d'Ouest, 1996, 426 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 6(1), 134–138.
<https://doi.org/10.7202/1063305ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1997

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'ouvrage de Létourneau est donc captivant pour l'ampleur de la recherche et l'érudition qu'il a nécessitées, et la volonté de ramener sur l'avant-scène des questions de fond trop peu discutées. En contrepartie, il est atteint du même syndrome de la nouveauté qui sévit chez bon nombre d'intellectuels depuis un bon moment déjà. On nous annonce des «nouveautés» conceptuelles et théoriques qui ne sont trop souvent, hélas, que de vieilles notions remises à neuf avec un nouvel emballage marketing. Or, ici, l'emballage rend le produit passablement indigeste.

Laurent Bilodeau

Robert Comeau et Robert Tremblay, dir., *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*, Hull, Vents d'Ouest, 1996, 426 p.

Sur la page couverture, une photo criante de vérité, l'image qui nous restera de Ryerson, à nous les étudiants de ses dernières années. L'homme est assis chez lui, dans sa bibliothèque. Un vaste salon double aux murs, aux tables, au plancher à ce point couverts de livres qu'on ne pouvait y circuler que très malaisément, en enjambées incertaines. A la question naïve qui nous venait spontanément la première fois: « Vous avez lu tout ça?! », il répondait pince-sans-rire: « Oui, deux fois ». Je me rappelle du trouble où m'avait laissée une visite chez lui; malgré quelque transmission favorisée par l'enseignement, il allait partir en emportant tout cela, l'immense expérience, l'immense réflexion, l'immense connaissance de toute une vie. Rien qui puisse se léguer. Que peut-il bien rester d'un intellectuel?

Les livres qu'il a écrits, bien sûr. Et l'exemple même d'un parcours. C'est cela que Comeau et Tremblay ont voulu consigner, pour proposer une référence aux jeunes qui aspirent à devenir à leur tour des intellectuels, leur donner une sorte de grand-père à la vie inimitable, mais au cheminement exemplaire. Car ce que révèle leur livre, c'est un homme qui cent fois sur le métier a remis son ouvrage, a continuellement questionné ses propres analyses et tenté d'élaborer un discours plus « vrai » sur l'histoire.

Même s'il rassemble les contributions de 13 collaborateurs, *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat* forme un ouvrage bien intégré, équilibré, de qualité sensiblement égale d'un chapitre à l'autre. La matière y est orga-

nisée autour de quatre thèmes: l'itinéraire militant et intellectuel, l'analyse de la question nationale au Québec, l'oeuvre, son rayonnement sur l'histoire ouvrière et sur la nouvelle gauche anglo-canadienne. De cette façon, quoique sans doute inévitables, les redites restent rares et la progression évidente.

Rien, pas même les préoccupations sociales de sa famille, ne semblait prédisposer l'arrière-petit-fils du pionnier du système d'écoles publiques de l'Ontario, le fils du doyen de la faculté de médecine de l'université de Toronto, l'étudiant du huppé Upper Canada College à devenir communiste. Andrée Lévesque montre combien les années 30 ont été significatives dans la vie de Stanley Ryerson. Il s'initie au marxisme à Paris, où le conduisent ses études à la Sorbonne. En 1932, il devient membre du Parti communiste canadien. Il amorce ensuite à Montréal une carrière universitaire brutalement interrompue lorsqu'il est renvoyé du Sir George William's College à cause de ses convictions politiques. L'année 1937, qui est celle du vote de la « loi du cadenas », est aussi celle du centenaire des Rébellions. Contre une légende anglo-canadienne à la vie dure, celle d'un Québec quasi-congénitalement hostile à la démocratie, le jeune Ryerson insiste déjà au contraire, dans *1837: The Birth of Canadian Democracy*, sur l'héritage démocratique du Québec et du Canada et sur l'inscription de l'expérience québécoise dans un contexte universel (36).

De plus en plus engagé dans la lutte militante, Ryerson accepte en 1943 l'offre faite par l'exécutif du Parti de devenir directeur national de la formation politique. Commence alors un quart de siècle de vie torontoise dans l'équipe de direction du PCC. Stephen Endicott a connu le Ryerson des années de guerre froide et d'orthodoxie staliniste. Il raconte les cours de l'école d'été de formation politique organisés par Ryerson, sa vie de responsable national à l'organisation à partir de 1947 et l'énorme influence intellectuelle qu'il a exercée sur le Parti. C'est lui qui a développé l'argumentation des communistes canadiens contre la propagande américaine sur la grandeur du monde libre et les menaces que lui faisait courir l'Union soviétique. Au prix sans doute d'une « attitude exagérément complaisante vis-à-vis de Staline et de l'URSS » (59). Une attitude dont Ryerson ne commencera à revenir que dans les années 60.

Cette décennie, d'ailleurs, en est une de transition. Ryerson réfléchit alors intensément à la nécessaire ouverture de la pensée socialiste. Les contributions de Marcel Fournier et de Hervé Fuyet font le point sur ces années au cours desquelles Ryerson fonde *Marxist Quarterly* puis *Horizons* et écrit *The Open Society*. Dans cet ouvrage comme dans ces revues, le vieux stalinien

questionne discrètement mais profondément les dogmes encore en honneur au PCC, tels le culte de la personnalité ou la mission historique du prolétariat, et partage des préoccupations avec les précurseurs de l'eurocommunisme. A cette époque, la « nouvelle gauche » canadienne n'est pas très intéressée par cette critique de l'orthodoxie communiste et Ryerson n'exercera somme toute sur elle qu'une influence de renommée (David Frank). Parallèlement à la distance qu'il prend avec un Parti qu'il quitte après l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, Ryerson renoue avec l'histoire. En 1960 paraît *The Founding of Canada* suivi de *Unequal Union* en 1968, ce dernier livre augmenté et traduit en 1972 sous le titre de *Le Capitalisme et la Confédération*.

Aussi, lorsqu'il entre au département d'histoire de l'UQAM en 1970, Ryerson en a fini avec une partie de sa vie. D'ailleurs il se tient assez loin des courants marxistes-léninistes de l'époque (Lucille Beaudry). Son influence, désormais, il la fera sentir plutôt sur les jeunes historiens de la classe ouvrière. B. Palmer, G.S. Kealey au Canada anglais, J. Bernier, F. Harvey, J. Rouillard et tous ceux qui gravitent autour du Regroupement des chercheurs en histoire des travailleurs du Québec (R.C.H.T.Q.), c'est par eux et avec eux que Ryerson contribue au renouveau de l'historiographie canadienne du monde ouvrier, et notamment du mouvement ouvrier politique (David Frank et Georges Massé).

Sans minimiser l'intérêt des autres sections du livre, il convient d'attirer l'attention sur les parties 2 et 3. La compréhension de la question nationale québécoise constitue en effet « la quête particulière » (Denis, 198) de la vie de Ryerson, tandis que ses analyses de la transition au capitalisme et de la Confédération ont marqué des ruptures dans l'historiographie canadienne.

Robert Comeau puis Serge Denis rappellent le contexte. Dans les années 30, le nationalisme est perçu par les communistes du monde entier comme une idéologie bourgeoise. L'invasion de l'URSS par Hitler provoque toutefois presque partout l'alignement des communistes sur les bourgeoisies nationales: au Canada, c'est la « Lib-Lab Coalition » et le soutien du PCC aux positions centralisatrices de MacKenzie King. Dans les années 50 et 60, par ailleurs, le PCC et plus généralement la gauche canadienne voient dans un État central fort l'outil indispensable pour lutter contre un impérialisme américain envahissant. À chaque époque, donc, le nationalisme québécois est profondément indésirable.

Ryerson, lui, ne cesse de réfléchir à cette question. Farouchement anti-nationaliste en 1937 dans sa critique de Paul Bouchard et de *La Nation*, il reconnaît en 1943 les Canadiens français comme « nation minoritaire ». L'épisode de l'exclusion du Parti, en 1947, des communistes nationalistes groupés autour de Henri Gagnon révèle bien cependant que Ryerson n'est pas prêt encore à tirer les conséquences politiques d'une telle reconnaissance (Bernard Dansereau). Pendant près de 25 ans d'ailleurs, Ryerson va considérer 1848 puis 1867 comme des conquêtes par la nation minoritaire de son égalité politique, puis de son égalité nationale (imparfaite) dans le domaine politique (139). Sous la poussée de Ryerson, le PCC finit toutefois par admettre sans équivoque en 1962 le droit du Canada français à l'autodétermination, et jusqu'au droit du Québec à la séparation (153).

Pourtant, une dizaine d'années sont encore nécessaires pour que Ryerson voit le Québec comme la véritable entité politique en fonction de laquelle doivent être envisagées les modifications constitutionnelles (163). Dans *Le Capitalisme et la Confédération*, sa dernière oeuvre majeure, il revient sur ses interprétations antérieures pour reconnaître toute l'ampleur de l'oppression nationale subie par le Canada français, une oppression qui l'a empêchée spécifiquement d'accomplir sa révolution démocratique-bourgeoise au 19^{ème} siècle, contrairement au Canada anglais. Ainsi, au terme d'une évolution d'une quarantaine d'années, le fait national occupe dans les interprétations de Ryerson une place essentielle, qu'il a peu à peu grugée sur l'exclusivité première des facteurs de nature socio-économique (191). Il faut lire les pages où Serge Denis explicite le sens du concept de nation chez Ryerson, et comment il a tenté de concilier sa démarche pour la reconnaissance du droit du Québec à l'indépendance avec sa préoccupation d'un Canada assez fort pour contrer l'impérialisme américain.

Le Capitalisme et la Confédération est en quelque sorte le parachèvement de l'oeuvre historique de Ryerson. Robert Tremblay montre que c'est dans ce livre plus que dans tout autre que l'historien réussit à tisser en gerbe l'ensemble des facteurs explicatifs de la Confédération, dans une interprétation inédite, à la fois marxiste et nationaliste. Acte politique majeur destiné à créer le Canada, l'AANB est aussi le résultat de la première poussée du capitalisme dans la colonie et la consécration de l'inégalité des deux peuples fondateurs. L'interaction pratiquée entre l'économique, le social et le national fournit une lecture riche, si originale d'ailleurs que des bonzes de l'historiographie comme F. Ouellet ou R. Cook ont mis plusieurs années à admettre dans l'avènement de la Confédération l'expression de la montée du capitalisme canadien, ainsi que la portée heuristique d'une lecture marxiste de l'histoire canadienne.

Dans un article important, consacré à l'analyse critique de la transition au capitalisme chez Ryerson, Jean-Marie Fecteau éclaire l'ensemble de sa démarche en faisant de lui, finalement, un historien du politique. Bien que l'histoire soit pour Ryerson « tendancielle déterminée » (téléologie), il sait rester sensible aux luttes sociales et nationales qui font que, d'une conjoncture à l'autre, les hommes sont les véritables artisans de l'histoire. Cette sensibilité porte naturellement l'historien à insister sur la dimension politique des conditions de passage au capitalisme, notamment sur les aspirations nationales des Canadiens français au pouvoir politique. Se trouvent ainsi enfin liées aspiration nationalitaire, montée du libéralisme, lutte pour la démocratie dans le grand mouvement de transition au monde moderne (250), et ce même si Ryerson réduit le politique à la lutte pour la reconnaissance de l'égalité entre les deux peuples plutôt que de le voir comme condition, et non reflet, des inégalités (252).

C'est à Jean-Paul Bernard que je laisserai le mot de la fin. Si, comme le pensent Comeau et Tremblay, Ryerson peut inspirer les jeunes générations d'intellectuels et d'historiens, c'est qu'il ne s'est laissé enfermer ni dans la sécurité des vérités toutes faites, ni dans celle des spécialisations universitaires. Homme d'action et de compréhension, toute sa démarche « se caractérise par la valorisation, sans exclusive, de la totalisation, de la conceptualisation, et de la primauté du présent, dans le rapport présent/passé » (98). Beaucoup de passion, d'honnêteté et de travail en perspective!

Lucia Ferretti,
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

**Maurice Séguin, *Histoire de deux nationalismes au Canada*,
Montréal, Guérin, 1997, 452 p.**

Après nous avoir offert *Une histoire du Québec, vision d'un prophète* dans la collection «Bibliothèque d'histoire», les Éditions Guérin récidivent encore une fois en nous offrant cette fois-ci *Histoire de deux nationalismes au Canada* afin de rendre accessible au public les œuvres complètes de l'historien Maurice Séguin.

Sans aucun doute, Maurice Séguin fut l'historien qui a le plus influencé le devenir de la nation québécoise. Encore aujourd'hui, son interprétation